

ENTRETIEN AVEC DJORDJE KUZMANOVIC

LA FRANCE INSOUmise

Accès-Défense s'est entretenu avec Djordje Kuzmanovic, ancien officier chargé de l'action psychologique en Afghanistan et secrétaire national du parti de Gauche. Il est l'animateur du livret Défense et Géostratégie de la France Insoumise pour les élections présidentielles 2017.



Propos recueillis le 23 mars 2017 par Léa Benassem et Lilly Formaleoni

Les questions de défense ne sont que rarement un enjeu électoral direct et on a souvent l'impression qu'il n'existe pas de réels clivages sur ce thème. Au regard du contexte sécuritaire français actuel, pourquoi ces questions ne prennent-elles pas une place plus importante dans les débats ?

Tout d'abord, et contrairement aux autres candidats, ces questions nous intéressent beaucoup aussi bien dans l'aspect politique étranger, défense qu'industrie d'armement.

. Notre cahier de la défense nationale « Pour un nouvel indépendantisme » où se développe la doctrine de Jean-Luc Mélenchon le montre bien. Nous en avons fait une présentation aux Invalides et le Colonel Pellistrandi, actuel rédacteur en chef de la Revue de Défense Nationale, nous a fait part de sa surprise de voir un parti comme le notre présenter un programme de Défense cohérent. Ensuite, tout le monde n'a pas à cœur la grandeur de la France. Il n'y a plus cet intérêt car les partis, et en particulier les partis de gouvernement, ont arrêté de s'intéresser à la question par Atlantisme. Cela en est au point où l'équivalent de la commission de Défense des Républicains est en voie de disparition et celle du PS n'existe plus. Le seul qui a maintenu un rapport sérieux aux questions de Défense c'est le Parti Communiste Français, parce qu'il y a une tradition notamment depuis la seconde guerre mondiale et la résistance. Mais là encore, nous constatons un effacement de ces questions avec la nouvelle direction.

Les partis aujourd'hui au pouvoir suivent la logique du *smart defence* par atlantisme et François Hollande a notamment demandé à Benoit Hamon de ne pas changer de ligne dans ce domaine. Benoit Hamon va donc rester sur la politique telle qu'elle est et poursuivre la construction de l'Europe de la Défense.

Il n'y a plus de clivage droite-gauche car ce clivage ne fonctionne plus sur ces questions. Il existe un clivage entre souverainistes et mondialistes. De ce point de vue-là nous sommes plutôt du côté des souverainistes.

Il est question durant cette campagne présidentielle d'une hausse du budget de la Défense qui passerait de 1,78% à plus de 2% du PIB conformément aux critères de l'OTAN. Une hausse de ces budgets dans le cadre de restrictions des dépenses publiques doit elle s'inscrire hors des contraintes budgétaires de Bruxelles ? Selon vous, de quelle manière doit être réparti ce nouveau budget ?

Nous avons pour principe de n'aborder aucune question de programme dans des termes comptables mais en termes d'objectifs. Pour la Défense, ce n'est pas un pourcentage. Souvent ceux qui veulent dépenser moins, c'est pour complaire aux traités européens et rembourser la dette. Mais nous, nous nous posons la question différemment à savoir : quel rôle veut-on pour la France dans le monde ? Quelle position géostratégique pour la France ?

Nous voulons une France qui sorte de l'OTAN, une France qui par sa capacité nucléaire, son droit de veto à l'ONU et son passé lié à la révolution française et aux droits de l'Homme, soit une Nation pivot qui travaille dans l'organisation de la paix, en bilatéral ou en multilatéral et si possible dans le cadre de l'ONU. Et pour faire cela, nous voulons que les moyens de la Défense soient en adéquation avec la stratégie que l'on se fixe.

Nous verrons bien le pourcentage et nous n'hésiterons pas à dépenser davantage pour réaliser notre stratégie. A priori, il y aura une augmentation du budget de la Défense pour les raisons suivantes : le Ministère de la Défense a été le plus frappé par l'austérité ; il est passé de 55 000 postes sous Sarkozy à 34 000 sous Hollande ; les mécaniciens de l'armée s'échinent à trouver des pièces pour faire tourner du matériel qui revient de l'Afghanistan et du Sahel en très mauvais état.

Dans votre question, vous posez le cadre budgétaire européen, mais nous le récusons justement. Nous ne naviguons pas dans ce cadre car tant qu'on le respecte, on ne pourra rien faire. Nous proposons ainsi une renégociation et, si elle échoue, une sortie de l'Union Européenne et de l'euro. Les traités de Maastricht, de Lisbonne et le TSCG nous contraignent à 3 % de dépenses publiques au-delà du PIB, à 60 % du PIB en dette publique, et la commission européenne sanctionne et nous empêche de faire des choses. Manuel Valls avait raison lorsqu'il disait à Benoît Hamon qu'il ne pourrait jamais ~~pas~~ financer son programme. S'il faut un budget de la Défense à 3 %, cela représente 24 milliards, je ne sais pas où il va les trouver.

Nous modifierons le statut de la banque publique d'investissement ce qui nous permettra de faire un emprunt de 100 milliards d'euros auprès de la BCE tant que nous serons au sein de l'Union Européenne.

La priorité sera portée sur le renforcement du renseignement humain, c'est un investissement que l'on fait immédiatement mais qui paie à long terme ; sur le lancement d'une augmentation des capacités maritimes pour assurer la Défense et la sécurité du deuxième territoire maritime mondial dont la France dispose ; sur la cyberdéfense car avec peu d'investissement on peut en faire beaucoup ; sur le recrutement de personnels ; et enfin, sur la projection. Nous sommes pour ramener les troupes sauf si les nécessités absolues des intérêts de la Nation sont en jeu. Le gros problème de notre armée est le fait de ne plus pouvoir se projeter sans les États-Unis. Il doit y avoir des investissements. L'A400M a échoué, c'est le moment de développer des nouveaux matériels. Il y a également la question compliquée du second porte-avion et celle du remplacement du FAMAS...

La France doit-elle revoir son modèle d'armée afin de s'adapter aux menaces qu'elle affronte ?

C'est une question qui sera abordée dans le cadre de la réflexion stratégique que nous allons mener pour le modèle de l'armée mais nous voulons le faire en concertation avec les militaires, les géopoliticiens, les experts. A priori l'armée telle qu'elle est actuellement ne répond pas à notre vision stratégique.

Il faut penser des unités de projections rapides et organisées, projetables, avoir des unités spatiales ou cyber. En ce qui concerne les forces spéciales, c'est souvent un sparadrap sur quelque chose qui va mal. On ne peut pas tout faire avec les forces spéciales et nous devons rompre avec les opérations « coups de point ». Mener une guerre est une chose qui finit mal sauf si elle est bien pensée et que l'on a les moyens de la mener. Je vous renvoie à Lyautey sur la manière dont on colonise ; il faut beaucoup d'années et d'activités civilo-militaires.

La Force de dissuasion française est répartie au sein de deux composantes, navale et arienne. Le maintien de cette force représente chaque année 0,2% du PIB et 11% du budget de la Défense. Certains analystes et politiques estiment qu'il n'est pas nécessaire de maintenir la force de dissuasion au sein des deux composantes. D'autres, plus radicaux, estiment que la France devrait tout simplement abandonner sa force de frappe stratégique. Qu'en pensez vous ?

Nous avons déjà abandonné la monnaie, nous pouvons abandonner l'armée, et puis la langue française aussi... Cela renvoie à leur atlantisme forcené.

Ce n'est pas sérieux d'imaginer cela, la dissuasion française d'abord permet de défendre la France et d'éviter des guerres réelles conventionnelles en Europe puis, elle protège nos partenaires dans le cadre européen et enfin donne pouvoir à celui qui la détient. Malheureusement, nous sommes aujourd'hui dans une phase de prolifération nucléaire pour la bonne raison que celui qui a l'arme nucléaire, on l'écoute plus et on l'envahit moins. Le conflit irakien a, à ce titre, stressé tout le monde. Les iraniens pourront-ils faire sauter leur bombe nucléaire dans le détroit d'Ormouz ?

Nous voulons organiser une conférence internationale de réduction des armements nucléaires. Nous ne ferons rien unilatéralement. Nous suivrons ce qu'a proposé le président chinois. Malheureusement cela fait 25 ans qu'il n'y a pas eu de conférence internationale sur la réduction des armements, et au contraire avec le bouclier anti missile américain cela risque d'augmenter. Pour donner l'exemple, nous ne supprimerons pas la composante mais nous souhaitons en réduire la voilure en passant de 40 avions Rafale nucléarisés à 20 et en augmentant le nombre de pilotes. Nous réfléchissons également à la nécessité de changer les missiles intercontinentaux, si le M45 fonctionnait bien, le M51 était peut-être une dépense inutile finalement. Nous lancerons une commission d'enquête pour le vérifier.

Face aux bouleversements géopolitiques récents (Brexit, élection de Donald Trump) la solution se trouve-t-elle dans la construction d'une Europe de la Défense intégrée ? Quelle rôle la France doit-elle incarner ?

L'Europe de la défense est une vaste fumisterie qui est à nouveau avancée par les élites au pouvoir dans l'Union européenne qui prennent peur suite à l'élection de Donald Trump. Mais si l'on prend un peu de recul, on se rend compte que les États-Unis n'ont élu ni un roi ni un empereur, que certains accords sont toujours en place et que les grandes demandes qu'il fait, suivent la géostratégie initiée par Obama. Il redéploie les forces américaines dans le Pacifique par exemple. La Défense européenne a toujours été le *croupion* de l'OTAN. D'ailleurs, c'est au sein même de l'OTAN qu'a été développé le concept de *smart defence*. La capacité complète d'intervention stratégique est maintenue par les États-Unis qui gardent par conséquent le contrôle. Nous le constatons avec la difficulté de déploiement que nous connaissons notamment dans des missions comme celle au Sahel. Cela a entraîné le déclassement stratégique de la Grande Bretagne il y a une quinzaine d'années, et nous ne voulons pas que la France connaisse le même sort. Une Défense correspond à un territoire et un peuple qui suit les mêmes lois et qui se donne une politique internationale cohérente. Or il n'y a aucune politique internationale cohérente au sein de l'Union européenne. Nous pourrions un jour envisager de construire les États-Unis d'Europe comme le proposait Victor Hugo. Mais il s'agira d'une construction politique des peuples avec un objectif politique global. Dans ce cas-là, une armée ferait sens.

Nous continuerons les coopérations bilatérales, mais nous cesserons celles qui n'ont aucun sens. Nous récupérerons tout ce qui a été mutualisé d'une manière absurde au détriment de la France. Nexter, KMW, EADS, ... tout cet ensemble n'est qu'un vaste *foutoir*. Nous voulons comme les Etats-Unis, un dirigisme d'État bien organisé en matière d'industrie de défense.

La France est l'un des seuls pays capables d'intervenir militairement au-delà de son entourage immédiat. Ce fut le cas au Mali en 2013, dans des opérations plus ponctuelles et dans des OPEX décidées par les Nations-Unies ou l'Alliance Atlantique comme en Afghanistan. Comment concevez-vous l'implication française à l'étranger ?

Il est faux de dire que la France est capable d'intervenir à l'étranger. L'opération au Mali est impossible sans le soutien des États-Unis en logistique et en renseignement électronique. La seule opération que la France a menée entièrement c'est l'opération Sangaris en Centrafrique. L'Afghanistan est un exemple flagrant du non-sens de la politique otanienne. Nous n'avons aucun intérêt en Afghanistan. Le rapatriement du matériel illustre la défaillance en termes de projection. Hollande a tenu une de ses promesses en ramenant les troupes d'Afghanistan - où j'ai servi en 2006 et 2007 dans les opérations psychologiques. Le matériel est resté sur place et on a donc préféré tout vendre pour un rien. Nous souhaiterions que la France ait des capacités de projection au service de la paix et de la défense de ses intérêts assumés et il faut pour cela une force d'action rapide, projetable et professionnelle dotée en matériel transport et logistique suffisant pour assurer une mission de brigade interarmes.

L'industrie de défense française est l'une des plus performantes et innovante. Cette industrie est garante d'emplois qualifiés, d'activités à haute valeur ajoutée et indirectement du rayonnement stratégique français à l'étranger. La concurrence mondiale en matière d'équipements de défense étant de plus en plus féroce, quelles solutions s'offrent à la France pour maintenir son industrie de défense ?

Nous sommes une puissance militaire suffisante pour peser et pour faire peur à plus d'un si l'on souhaite se retirer de l'Union européenne. Nous espérons qu'il y aura soit un changement au niveau européen, soit à minima un certain nombre de pays qui nous rejoindraient. C'est un domaine où nous sommes en position de force pour négocier avec d'autres acteurs européens. L'industrie de Défense est un des derniers grands fleurons français et qui est - lentement mais sûrement - sabordé. Nous nous y opposons. Nous sommes pour la création d'un pôle public national organisé éventuellement autour de Thales mais surtout réorganisé afin d'avoir une politique de production industrielle de Défense coordonnée. Et la priorité pour répondre à l'augmentation de la concurrence mondiale et des besoins technologiques, c'est que le carnet de commandes soit rempli d'abord en France, avec le nouveau matériel à renouveler. L'exemple du fusil d'assaut l'illustre : nous l'achèterons en France et non pas à l'étranger. Tout cela n'est possible que par des éléments de notre politique économique qui est le protectionnisme solidaire. Cela fera partie des domaines où nous limiterons les achats sur étagère à l'étranger et où l'on fera du français. Cela pose le problème de la question technologique puisque l'on pourra nous objecter qu'aujourd'hui, la France n'est pas la meilleure dans tous les domaines. Nous répondrons que ce n'est pas une fatalité, car pour être le meilleur on commence par faire du moins bon, puis par se former et s'améliorer. En ce qui concerne l'exportation, nous sommes pour la limitation de la politique d'exportation d'armement dans certains cas de figure. On a appliqué de manière étrange des critères de non vente à la Russie alors que l'on continue de vendre à des pays comme l'Arabie Saoudite tout en fermant les yeux sur la guerre qui est menée au Yémen où les conditions humanitaires sont abominables.

Certains pays anglo-saxons ont de plus en plus recours à des sociétés militaires privées tant sur le territoire national qu'à l'étranger pour soulager les forces de l'ordre de certaines missions. En 2014, le Ministre de la Défense a fait adopter une loi permettant à de telles sociétés d'intervenir dans le champ de la lutte contre la piraterie. Pensez-vous, au regard de la sollicitation actuelle des armées qu'il faille continuer dans cette voie ?

Nous sommes contre la privatisation des missions de Défense et cela s'inscrit dans une réaction globale au refus de la privatisation et de la marchandisation de toute chose. La privatisation risque de se propager à tous les autres services d'État comme l'hôpital public, la SNCF... Il y a eu des vols d'explosifs il y a un an et demi dans le sud de la France car ces explosifs n'étaient gardés que par un grillage cadenassé. C'est une atteinte à la sécurité nationale grave. Nous sommes aussi pour le retour au service national aussi pour cette raison car beaucoup de missions peuvent être remplies par des citoyens qui donnent un impôt de solidarité à la Nation pendant un an.

Questions supplémentaires

J.L. Mélenchon s'est exprimé sur sa volonté de rétablir le Service Militaire. Nous avons d'ailleurs organisé en janvier dernier une conférence sur ce sujet qui nous intéresse tout particulièrement. Pouvez-vous nous expliquer comment rétablir le Service militaire et quelle importance à la conscription dans la vie citoyenne ?

Il s'agirait, non pas d'un service militaire mais d'un service national à composante militaire, parce que nous voulons qu'il soit mixte, qu'il s'applique à tous les jeunes de 18 à 26 ans en fonction de leurs études. Une classe d'âge représente 800 000 jeunes et nous n'avons ni les moyens ni l'utilité de les faire participer tous au Service Militaire. Ce service durerait entre 9 et 12 mois et sera à mettre en place avec la rédaction d'un nouveau livre blanc sur la Défense. Tout le monde bénéficierait d'une initiation à la Défense qui correspondrait à la formation minimale du soldat de l'époque. Et en fonction des besoins et des vœux, chaque jeune adulte se répartirait entre le service militaire et le service civique.

Le service civique serait composé de 600 000 jeunes, au sein de la police, les sapeurs-pompiers, la protection civile soit dans les agences et instances de transition écologique qui seront mises en place, ou auprès d'associations. Ce service sera rémunéré et considéré comme une première et véritable expérience. Il faut que cela soit réfléchi pour être efficace, et donc que ceux qui font le service militaire soient intégrés au système de défense du pays avec de vraies missions militaires.

Comme initiée par Jean Jaurès dans l'armée nouvelle, nous souhaiterions construire une Garde Nationale. Il s'agirait du peuple en arme, et cela trouve sa justification politiquement. Nous souhaitons le retour de la souveraineté populaire. Or, l'un des éléments de la souveraineté populaire, c'est que le peuple défende sa constitution et sa démocratie. L'après Restauration a montré combien les oligarchies d'alors avaient compris le danger du service militaire et de l'existence d'un corps d'officiers recrutés à partir de ce service militaire jusqu'à créer une armée de répression écrasée en 1870 par l'armée prussienne. Nous ne pensons pas que tous les militaires soient des agents de la répression contre le peuple. Mais l'histoire montre que les armées de métier en temps de crise peuvent être mobilisées par le pouvoir et contre le peuple. Ce sont des idées qui peuvent germer dans les esprits de certains socialistes. Récemment, faire intervenir l'armée pour calmer les cités ou résoudre les problèmes de quartier est passée par la tête de Ségolène Royal et de Manuel Valls, or ce sont des idées loufoques. Nous sommes évidemment contre l'opération Sentinelle parce qu'elle n'est pas adaptée à la menace terroriste, elle fatigue les troupes. On observe beaucoup de démission de jeunes dans les armées à cause de cela. Sentinelle ne permet pas à nos soldats de se reposer avec les OPEX et l'on a de plus en plus de difficultés à trouver des plages d'entraînement pour les troupes qui perdent en capacité pour faire un travail qu'ils ne maîtrisent pas. L'opération Sentinelle a même attiré les terroristes sur deux soldats au Louvre et à Orly. Fort heureusement, les soldats ont gardé leur sang-froid et ont réussi à arrêter ou abattre le terroriste. Les forces de défense servent à protéger les nations de la menace extérieure, non pas à assurer la sécurité du pays. Nous récusons même le titre de Livre blanc sur la Défense et la sécurité nationale. Nous supprimerons les termes « sécurité nationale ».

Sur la question de l'en-casernement, nous voulons créer la garde nationale mais nous n'avons pas les moyens de placer 800 000 jeunes en service militaire ou civique immédiatement car nous n'avons pas assez de lieux d'entraînement et de formation. C'est pour ces raisons que la proposition de Macron ne tient pas la route. Je pense qu'avoir un service national complet à 800 000-jeunes ne pourra être réalisable qu'en 2022. Il faut construire des casernes, des centres de formation, disposer d'armement, ne serait-ce que des vêtements qui permettraient de relancer la production nationale via les filatures d'État. Tout cela s'insère dans une logique de politique keynésienne puisqu'il faudra construire des casernes sur tout le territoire, ce qui développera les petites et moyennes entreprises du bâtiment local. Nous sommes contre les PPP comme Balard. Nous récusons la dette et nous n'aurons donc pas de problème de financement. Cela permettra de relancer l'économie partout sur le territoire et de relancer toutes les activités des métiers indirects.

Nous avons un argument de taille : dans ce domaine, certains parlent d'une perte d'un an. Mais il faut rappeler que le service national est soutenu à 75 % par la population française et qu'une telle mesure passerait en référendum. C'est aussi une manière de découvrir son pays, de servir son pays. Il y a une privatisation du service militaire. A mon époque, 150 000 jeunes étaient en stage et mieux rémunérés qu'aujourd'hui. Aujourd'hui, ils sont au nombre de 1 500 000. C'est un objectif de société.

La question de la dette va se poser pour le financement. Nous ferons ce qu'ont fait les grands chefs d'État de la France, de Philippe Le Bel à De Gaulle en passant par Sully et Robespierre : annuler une partie de la dette. Cela s'est fait de mille manières, certains avec l'inflation comme e Gaulle, d'autres en faisant un audit de la dette... Ce que nous proposons c'est de ne garder que la dette estimée légitime.

Finalement, il ressort de la campagne de Jean-Luc Mélenchon que son programme sera appliqué jusqu'à l'aboutissement du travail de l'Assemblée Constituante. Qui composera cette assemblée ? Comment les constituants seront désignés ? En termes de Défense et de sécurité, avez-vous des grandes lignes directrices ou laissez-vous carte blanche à l'Assemblée Constituante ?

L'article 11 de la constitution pose ce principe. On stabilise un nombre de participants et on fait voter les gens sur deux choix : laisser son vote au tirage au sort ou choisir une liste de parti pour une proportionnelle intégrale. On ne peut pas être constituant si on a déjà été élu auparavant. Tout cela nous donne une assemblée constituante qui va travailler. Pour que la loi des grands nombres s'applique, elle sera constituée d'au moins mille membres. Il faut travailler surtout sur la porosité de cette assemblée avec la société française. On estime que le processus constitutionnel va durer entre 1 an et demi et 2 ans et son résultat sera soumis par référendum. Pendant ce temps, nous appliquerons le programme de l'avenir en commun et la liste qu'on présentera pour l'Assemblée constituante portera ces projets-là. Si le travail que nous avons fait a plu, beaucoup de gens choisirons la liste de la France Insoumise au tirage au sort.

Il y a aussi une grande différence entre un programme et une constitution. Les problèmes des casseroles que traînent de nombreux élus et les problèmes de fonctionnement de notre République feront principalement l'objet du travail de l'assemblée constituante. Les principales questions sont les suivantes : comment avoir une constitution qui permet de fonctionner tout en ayant un personnel politique qui serve la nation et l'intérêt général ? Comment organiser notre travail ? De quelle manière les responsables représentent-ils le peuple? Toutes les questions institutionnelles seront traitées. Les exécutions extra-judiciaires ont été soulevées par le mandat de François Hollande. Cela pose un problème. On peut imaginer que cela fasse sens dans le cadre d'opération commandos. Ce serait encore moins choquant si ces décisions n'étaient pas prises par une seule personne, mais en concertation avec le ministre de la défense, et quelques députés issus du peuple.

En ce qui concerne la guerre contre le terrorisme, Jean-Luc Mélenchon s'est exprimé contre le fait de mener la guerre à un concept et lie directement la fin de la guerre en Syrie à la fin du terrorisme en France. Quelles seront concrètement, en attendant la résolution du conflit au Levant, vos actions en termes de sécurité sur le territoire français ? Quid de l'opération Sentinelle et des services de renseignements renforcés ?

Dans la Revue Défense Nationale, nous avons fait un article dessus. Nous avons travaillé sur la question et nous avons fait le 10 novembre 2016 la présentation du livret sécurité qui traite partiellement de ce problème. Pour le territoire national, nous arrêterons l'état d'urgence qui n'a servi que les premières semaines. Son extension était aberrante.

Il faudra attendre et réformer les services judiciaires qui s'occupent du terrorisme. Sur l'affaire du juge Trevidic, il est inconcevable qu'un juge spécialiste des affaires terroristes finissent aux affaires familiales aujourd'hui uniquement parce qu'il manque de juridiction sur le territoire capable de juger les affaires de terrorisme. Il faudra donc plus de moyens, plus de juges, plus d'enquêteurs et surtout plus de greffiers.

Nous souhaitons renforcer le renseignement humain, externe comme interne, en remettant en place une entité qui ressemble aux renseignements généraux, qui fonctionnaient très bien. Cela demande des investissements dans le cyber mais pas « à l'américaine », c'est-à-dire des collectes de métadonnées qui ont montré leurs failles et qui ne servent qu'à trouver ceux qui ont assisté des terroristes mais pas à avorter la menace terroriste avant qu'elle n'existe, ce que font les services qui traitent de l'infiltration et du renseignement humain.

Finalement, nous faisons le même constat que Dominique De Villepin : depuis que l'on fait la guerre aux terroristes, les foyers ont été multipliés. Envoyer des drones et des bombardiers tirer sur une personne crée un nouveau groupe de 20 djihadistes dans la famille de ceux qui ont perdu un proche alors qu'il n'était lui-même pas forcément terroriste. Le démantèlement d'État démocratique comme en Libye est une grave erreur. La destruction intégrale d'un État comme ça a été le cas de l'Irak par les États-Unis aussi, puisque ça a été le plus gros facteur du développement du terrorisme.

Malheureusement, tout cela est fait et on a aujourd'hui plusieurs foyers problématiques comme la Libye et le Sahel. Jean Luc Mélenchon s'est proposé plusieurs fois pour l'élimination de *Daech* car c'est une organisation qui s'appelle État islamique, et elle est dans un autre rapport qu'une simple organisation terroriste car elle veut établir le Califat. Le proposition faite par Poutine à la tribune de l'ONU au sommet des chefs d'État était celle d'une coalition internationale sous mandat onusien pour combattre le terrorisme en Syrie. François Hollande a reçu l'ordre de Washington d'apposer son veto uniquement parce que c'était Poutine qui le proposait. Bien-sûr la Russie a des intérêts dans la région, militaires et énergétiques, et subit une menace sécuritaire très forte via les pays d'Asie centrale. Même le Canard Enchaîné, plutôt atlantiste dans sa nouvelle rédaction, avait écrit que si les Russes n'intervenaient pas, Damas tombait. Vu le projet de *Daech*, nous sommes pour une destruction de *Daech*, si possible dans une coalition internationale. En Syrie, nous soutenons les négociations de paix de Genève, rendues difficiles par les États-Unis puisqu'il y avait à l'époque une possibilité alors que *Daech* n'existait même pas ! Nous souhaitons aussi que les Kurdes y participent.

Nous proposons une coalition entre l'Etat Syrien, les forces réellement démocratiques de l'opposition, et les réels combattants contre *Daech* du YPG du Rojava - qui eux ne veulent pas l'indépendance mais l'autonomie ce qui facilite les négociations avec le gouvernement de Damas – ainsi que l'organisation d'un travail de pardon et de réconciliation qui prendra beaucoup d'années, mais seule la solution politique est la bonne. Comme le disait Robespierre, « les peuples n'aiment pas les missionnaires armés ».